



Famille de leaders de la communauté de El Guayabo. De gauche à droite : Fernanda, Sheila, Eric.  
Photo : PWS

## Le projet fête ses 10 ans – témoignage d'une famille de leaders sociaux

### Le projet d'accompagnement des droits humains de Peace Watch Switzerland (PWS) en Colombie célèbre son 10ème anniversaire.

Lotti Buser et Zenaide Rodrigues racontent comment tout a commencé et quels sont les défis actuels. Au verso, découvrez l'histoire d'une famille paysanne qui s'est engagée pour ses terres.

#### **PWS : Lotti Buser, vous êtes la première coordinatrice du projet en Colombie. Comment le projet a-t-il été conçu ?**

Lotti Buser : Il y a environ 15 ans, une première demande d'accompagnement est venue directement d'une communauté paysanne. PWS ne pouvait, à ce moment-là, malheureusement pas offrir l'infrastructure requise. Par la suite, à la demande de Suippcol, une association de différentes organisations suisses travaillant en Colombie, l'analyse d'un travail d'accompagnement dans la région a été remise au goût du jour.

#### **Et avez-vous, à cette époque, voyagé en Colombie ?**

Je me suis rendue en Colombie en juillet 2008 et au printemps 2009, où j'ai rencontré les organisations membres de Suippcol, les organisations locales et la première com-

munauté rurale menacée que PWS allait accompagner. Il a fallu beaucoup travailler jusqu'à ce que nous puissions vraiment commencer l'accompagnement.

**Zenaide Rodrigues est la coordinatrice du projet à Bogotá. Elle est engagée, par Pensamiento y Acción Social (PAS), pour le projet PWS.**

#### **Et aujourd'hui à quoi ressemble la réalité en Colombie ?**

Zenaide Rodrigues : Depuis la signature de l'accord de paix avec les FARC en novembre 2016, le conflit s'est redéfini. Une dynamique régionale, composée de nouveaux acteurs armés agissant à une échelle plus locale, s'est mise en place. À cela, nous pensons qu'il faut répondre par des interventions régionales, comme nous le faisons avec l'accompagnement international de PWS.

#### **Mais qu'en est-il réellement de la mise en œuvre de l'accord de paix dans le Magdalena Medio ?**

La disparition des FARC en tant qu'acteur armé a une nouvelle fois révélé l'abandon par l'État de régions rurales, mais également un renforcement des forces paramilitaires. Le nombre d'acteurs impliqués dans différents conflits (armés – sociaux – environnementaux)

augmente et la lecture du contexte se complexifie, ce qui rend notre travail d'analyse des risques d'autant plus difficile.

**Cette histoire d'une famille de El Guayabo illustre la réalité des communautés soutenues par PWS dans cette région aux sols fertiles. Père, mère et fille se sont engagés pour leurs terres.**

Au début, lorsqu'Eric s'est engagé à défendre les droits de la communauté paysanne de El Guayabo, au bord du fleuve Rio Magdalena, ça a été très difficile pour Sheila, sa femme. Elle ne comprenait pas pourquoi il devait prendre ces responsabilités et mettre en danger sa famille. Elle a eu très peur et vit depuis dans l'angoisse. On les traite comme des délinquants ; eux se considèrent défenseur-e-s des droits humains et de la terre.

**Eric a eu l'impression qu'il faudrait choisir entre la famille et la communauté. Cette famille a choisi la communauté !**

Eric s'est tout d'abord engagé en février 2013, lorsqu'un supposé propriétaire terrien, Roberto\*, est venu déstabiliser sa communauté en menaçant de les déplacer de leurs terres. C'est à ce moment-là qu'il a compris que son rôle était de s'impliquer pour la communauté. « Je devais le faire ». Il décide alors de rencontrer Don Salvador, le leader d'une communauté voisine, El Garzal, qui a déjà entamé une lutte pour ses terres. Ce dernier se rend à El Guayabo en compagnie de volontaires de PWS et d'autres institutions d'accompagnement afin de les soutenir.

Malgré tout, ils sont victimes d'un déplacement causé par un groupe de policiers et des membres de l'armée. Mais la communauté se mobilise et résiste. PAS et d'autres ONGs lancent des ateliers juridiques et de documentation afin de renforcer leurs actions. De plus, ils développent un réel réseau d'ONGs et de communautés. En 2016, toutefois, plusieurs membres des mouvements sociaux sont menacés d'être capturés. Ils se réfugient alors durant trois mois en dehors de la communauté, afin de ne pas être emprisonnés. Plusieurs femmes se retrouvent seules dans leurs foyers.

Sheila, en l'absence de son mari, s'est mise dans ses bottes et l'a compris. Elle sent soudainement cette énergie qui la pousse, avec d'autres femmes de la communauté, à résister elles aussi face aux menaces du « propriétaire terrien » qui souhaite agrandir sa production d'huile de palme. « Les volontaires de PWS ont alors joué un grand rôle, car elles ont permis de renforcer la lutte pour nos terres. Sans cet accompagnement et cette voix internationale pour dénoncer, je pense que nous ne serions plus sur nos terres. »

\* Prénom fictif



Une volontaire de PWS en route pour El Guayabo. Photo : PWS

## **PWS : Comment avez-vous trouvé la force de lutter pour vos terres ?**

Sheila : À cause de la solitude. Je me suis dit que Roberto ne pouvait pas continuer à nous faire ce qu'il faisait. J'ai trouvé la force de lutter. Quand il est venu nous menacer, en voyant sa tête, j'ai eu l'impression qu'il s'imaginait qu'avec les hommes en cavale, ce serait facile de nous mettre dehors. Il ne s'est pas imaginé qu'on pourrait unir nos forces pour lui faire face.

Il ne s'est pas imaginé qu'on pourrait unir nos forces pour lui faire face.

## **Qu'avez-vous fait exactement ?**

Avec d'autres femmes de la communauté et de Bella Unión, la communauté voisine, nous nous sommes mobilisées. Nous sommes allées à nos fermes et nous avons pris position. On ne les a pas laissé faire. Cet homme essayait de nous effrayer en perturbant les bêtes, etc. Malgré les menaces d'amener la police et l'armée pour nous déplacer, je suis restée solidaire.

## **Et depuis que s'est-il passé ?**

Il disait « je te sortirai d'ici ! ». Et en effet, le 13 décembre 2017, onze familles de El Guayabo ont subi un déplacement forcé de plus. La communauté s'est solidarisée et les a appuyées. Elles ont pu regagner leurs terres le mois suivant avec l'accompagnement de l'Agence Nationale des Terres.

## **Malgré tout, les menaces continuent ?**

Oui, parce qu'il n'agit pas seul. Il agit avec des paramilitaires et c'est ce qui me fait peur. Ces menaces parviennent de plusieurs personnes à différentes heures de la journée. Avec Éric, on ne va plus en même temps à la ferme, et je ne m'y rends plus seule après 16h ou 17h, parce que je ne sais pas ce dont Roberto est capable. J'ai trop peur que mes enfants restent seuls.

## **La peur ne vous arrête pourtant pas...**

Je continue à participer à des réunions, à prendre des positions pour préserver nos terres. Quand on connaît ses droits, on veut les protéger. C'est très important d'avoir pu suivre les ateliers avec PAS. Comme femme paysanne, je trouve central d'aider celles et ceux qui ne savent pas défendre leurs droits. L'année passée, j'ai donné beaucoup de cours à mes voisines sur le droit de la terre et les droits des femmes. PAS m'a offert un livre avec les droits des femmes paysannes et je me suis basée dessus. Par la suite, dans les réunions, elles ont commencé à donner leur avis. J'ai vu que ça a porté ses fruits.

Fin 2018, une nouvelle menace de déplacement pour le printemps 2019 est annoncée. Jusqu'à présent, les familles persistent sur leurs terres et la communauté a lancé un procès contre Roberto. Les volontaires de PWS accompagnent de près ces démarches juridiques.